

D 826 EL SALVADOR: LA FRONDE DES
OFFICIERS SUBALTERNES

Le lecteur trouvera ci-dessous un document inédit de la plus haute importance. Il s'agit du manifeste élaboré par un "nombre très important" d'officiers subalternes engagés dans la lutte contre la guérilla.

Suite à la proposition de dialogue faite le 5 octobre 1982 par les branches politique et militaire de l'opposition salvadorienne fédérée (cf. DIAL D 815), la majorité des forces politiques au pouvoir a répondu par la négative, en particulier le major d'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante.

On savait qu'un certain nombre de militaires salvadoriens étaient déçus à la fois de l'insuccès des opérations anti-guérilla et du comportement des hommes politiques civils. Pour se faire entendre, suite au refus gouvernemental d'accepter le dialogue politique, un groupe d'officiers subalternes a donc décidé de passer à l'action. Il a élaboré le manifeste ci-dessous puis tenté, en début novembre 1982, de le faire publier dans les quatre journaux les plus importants du pays : La Prensa Gráfica, El Diario de Hoy, El Mundo et Diario Latino. Pour ce faire, le groupe d'officiers a accompagné son texte d'une lettre pour exiger sa publication le 5 ou le 6 novembre, en ajoutant qu'"en cas contraire vous aurez des ennuis sérieux avec deux journalistes de chacun des journaux, et un plasticage de vos installations à titre d'avertissement".

Le manifeste n'a cependant été publié par aucun journal, en raison de la censure pratique exercée par les autorités gouvernementales.

Affaire sérieuse à suivre.

Note DIAL

POINT DE VUE MILITAIRE SUR LE DIALOGUE POLITIQUE

Nous sommes réunis en ce lieu, en nombre très important, en tant qu'officiers d'unités des forces armées qui nous sont chères, à l'écoute des nombreuses opinions qui se font jour au sujet du dialogue proposé par les forces extrémistes de notre pays.

Nous avons pris en compte la réaction de certains représentants de partis politiques dont les positions ont été définies antérieurement et connues de tout le monde. Nous avons également enregistré la réaction, transcrite sur de grandes banderoles dont les photographies ont été publiées dans les jour-

naux, de femmes déclarant représenter le point de vue féminin de notre patrie. Nous avons aussi constaté que d'autres secteurs sociaux, dont certains jouissent d'un minimum de représentativité, ont pris position.

L'analyse de ces points de vue fait apparaître un net refus du dialogue. On trouve peu de personnes pour dire: "Analysons la proposition avant d'en décider". Pour notre part, nous estimons qu'en tout pays civilisé du globe terrestre le plus grand criminel lui-même a le droit d'être écouté quand il présente sa façon de voir; et s'il est traduit en jugement, c'est au nom de la loi qu'il sera condamné. Nous en avons l'exemple concret dans notre pays, quand la droite demandait précisément justice: elle voulait être représentée devant la population. Avant les élections, ses membres ont été entendus; ils sont montés sur la scène politique et ils ont obtenu une représentativité dans l'honorable Assemblée (1). Ils ont aussitôt pris rang, comme tout le monde le sait, dans la plupart des organismes gouvernementaux.

Nous ne parlons ici que d'un secteur social; mais la majorité des partis politiques, en fonction de leurs directives, se sont répartis les charges, les emplois et les postes. Dans de nombreux cas, les personnes qui ont occupé de telles charges n'avaient pas les capacités pour les remplir ou, ce qui est pire, avaient profité des fonds publics des douze députations (2). Il est triste d'entendre dire: "On m'a renvoyé sur ordre de tel parti. On m'a renvoyé pour mettre à ma place un autre qui, lui, est de ce parti-là". C'est ainsi qu'on met de côté des personnes qui étaient disponibles pour un travail positif dans un organisme, alors qu'elles n'avaient même pas eu le temps de s'affilier à un parti politique.

Mais dans le cas des opposantes (2), au sujet du dialogue, c'est une attitude plutôt discutable. Un refus total a priori est une chose néfaste, aux conséquences inconnues (2).

Alors, au peuple en général, nous posons la question: Est-ce que ces femmes qui se rendent à l'honorable Assemblée constituante avec de grandes banderoles où est écrit "Non au dialogue", alors qu'elles n'ont probablement rien à faire ni beaucoup à travailler pour assurer leur subsistance quotidienne, sont les personnes les mieux indiquées pour donner leur opinion? Les personnes qui restent commodément installées dans leurs bureaux sont-elles les plus à même d'exprimer ce genre de refus? Les personnes qui se déplacent en voiture blindée et accompagnées d'un personnel de sécurité sont-elles les mieux placées pour répondre négativement à toute proposition de paix? Devrions-nous croire que ces personnes accepteraient de tenir ce langage aux membres de leurs familles, y compris le conjoint et les enfants, et d'aller se faire saigner sur le champ de bataille? Ces personnes seraient-elles disposées à passer un long temps en opérations, en butte aux intempéries, sous le soleil et la pluie, sans économiser leur sueur et leur sang puisque c'est pour une patrie libre? Pourquoi ne pas demander leur opinion aux mères et épouses de tant de soldats qui meurent, perdent leur sang ou restent invalides au champ d'honneur? Mieux encore: pourquoi ne pas interroger le combattant, celui qui est vraiment en guerre au front, avec ses troupes, sans autre satisfaction que celle du devoir accompli?

(1) Sur le résultat des élections de mars 1982 et l'orientation de l'Assemblée constituante, en avril, cf. DIAL D 784 (NdT).

(2) Les tournures de phrases et les expressions utilisées dans ce manifeste sont souvent compliquées ou inhabituelles. On notera la critique non voilée des hommes politiques civils accusés d'incapacité et de corruption (NdT).

Nous aimerions dire au président de l'Assemblée constituante (3) : Que sait-il du sang qui coule comme l'eau, des morts et des blessés qu'on ramasse sur le champ de bataille? Nous aimerions lui rappeler les trois jours de guerre avec la République-soeur du Honduras et le bonheur qu'il a éprouvé en lui mettant un terme (4). Aujourd'hui, après trois années de sang versé et de morts sans qu'aient été atteints des objectifs concrets et tangibles, pourquoi craindre les dirigeants de groupes extrémistes?

Nous tous, le vrai peuple salvadorien, et tel ou tel de ceux qui occupent (cf. note 2) tel ou tel secrétariat, nous sommes majoritairement capables d'ouvrir n'importe quel dialogue. Ce serait tellement intéressant de voir aussi nos dirigeants politiques s'efforcer de trouver une issue logique et raisonnable à l'impasse dans laquelle nous sommes! Car c'est maintenant le facteur économique - nous ne disons plus seulement le secteur social et humain - qui est au bord de l'explosion.

Nous, les vrais combattants qui guidons nos unités sur le champ de bataille, nous vous invitons à échanger entre vous, à vous rendre jusque dans les hameaux les plus reculés mais qui sont aussi notre peuple. Vous sauriez ainsi ce que c'est que de vivre des mois durant sans nourriture, sans soins médicaux, sans moyens de transport, sans électricité, sans eau potable, etc. Nous vous rappelons que, lorsqu'à San Salvador l'électricité est coupée pendant une heure, tout le monde cherche à savoir ce qui se passe et nos enfants sont pris de panique, puis tout rentre dans l'ordre. Que se passerait-il si cela durait pendant des semaines et des mois? Serait-ce que les autres villes et villages du territoire national ne font pas partie du vrai peuple salvadorien?

Non, Messieurs! Il est temps que vous vous repreniez et que vous vous rappeliez que l'esprit humain a des limites, surtout si les fruits de tant d'efforts sur le plan militaire ne rencontrent pas d'écho et ne se concrétisent pas au plan politique. A nous les combattants, vous ne nous demandez pas quelle peut être la solution, car nous sommes préparés et planifiés pour gagner physiquement du terrain et récupérer les villages. Mais l'expression "gagner du terrain" est relative, car vous devez vous rappeler qu'on peut refaire ce qui est matériel et économie, mais l'espèce humaine, jamais. C'est cette espèce humaine se trouvant sur le champ de bataille qui veut et attend davantage de compréhension et de bon sens de la part de tous les secteurs sociaux, afin de trouver une solution meilleure et heureuse.

Secteur des Officiers subalternes
au combat des Forces armées

(3) Il s'agit du célèbre Major d'Aubuisson, chef de l'Alliance républicaine et nationaliste (ARENA), parti d'extrême-droite et instigateur présumé de l'assassinat de Mgr Romero (NdT).

(4) Il s'agit de la "guerre du football" qui a éclaté en 1969, à l'occasion précisément d'un match de football, mais qui s'est soldée par quelque 2.000 morts. Le traité de paix a été signé en 1978 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441